

Selon un article publié dans le numéro du 13 mars du *Financial Post*, il est bien évident que, vu nos importants déficits, il faudrait modifier nos politiques commerciales. Cet article signalait que le marasme du commerce de fabrication du Canada ne faisait que s'aggraver. Le Canada a subi un déficit de 8.2 milliards de dollars l'année dernière, soit un déficit de 1 milliard de plus que l'année précédente. L'article décrivait ensuite la mauvaise posture dans laquelle le Canada se trouve. Comment peut-il se tirer de cette mauvaise posture? La valeur du dollar canadien ne devrait pas augmenter par rapport au dollar américain, elle devrait diminuer. Cela pourrait faire monter le prix des produits étrangers, mais cela nous permettrait de chercher et de trouver des débouchés pour nos produits manufacturés canadiens.

Le ministre des Finances a dit que l'effondrement de notre commerce dépendait des conditions économiques mondiales. Les conditions mondiales ne sont pas aussi mauvaises qu'il l'a laissé entendre. De fait, l'économie de l'Europe et des États-Unis connaît une reprise bien plus rapide que celle du Canada à l'heure actuelle; pourtant, notre situation commerciale, surtout en ce qui a trait aux produits manufacturés, est loin d'être encourageante.

Quant aux politiques économiques contradictoires, le gouvernement a causé des taux d'intérêt élevés, une croissance rapide de la masse monétaire et une augmentation considérable des dépenses gouvernementales. Pendant son célèbre discours à la télévision, le premier ministre (M. Trudeau) a laissé entendre que le gouvernement réduirait le taux d'augmentation de ses dépenses. L'année prochaine, le taux d'augmentation sera limité à 15.2 p. 100. Les dépenses gouvernementales vont à l'encontre des autres politiques du gouvernement et favorisent l'inflation.

Le gouvernement n'a pas su appliquer efficacement ce que j'appelle un contrôle des prix et des salaires. Il ne l'a pas fait efficacement parce qu'il n'a pas bloqué le prix des aliments, le coût du logement, le coût de l'énergie, le coût des transports, le coût du financement et le coût des produits importés. Ce sont les six catégories les plus importantes pour le consommateur moyen qui veut faire fonctionner son entreprise ou gagner sa vie au Canada. Il est fort possible que le coût de la vie des Canadiens moyens continue à augmenter à cause des choses que fait le gouvernement et des choses qu'il ne fait pas.

Assurément nous subirons un blocage des salaires et point n'est besoin d'être un génie de la finance pour se rendre compte qu'à un moment donné, peut-être au milieu de 1976, le simple travailleur, syndiqué ou non, constatera qu'il ne peut suivre la montée du coût de la vie et que sa situation financière sera pire que l'an passé.

Des voix: Bravo!

M. Horner: Il y a des mesures que le gouvernement pourrait prendre. On pourrait réduire les emprunts fédéraux et provinciaux obtenus à l'étranger. D'ailleurs, je pense qu'on emprunte à l'étranger uniquement parce que les taux d'intérêt sont trop élevés au Canada et qu'il coûte moins cher d'emprunter ailleurs. Les autres pays sont disposés à investir au Canada vu que nos taux d'intérêt sont élevés et qu'ils sont ainsi maintenus artificiellement par suite de l'intervention du gouverneur de la Banque du Canada.

Je pense que nous tous devons nous préoccuper de notre situation et de nos besoins en matière d'énergie. Qu'a fait le gouvernement pour favoriser le développement de nos ressources énergétiques? A l'heure actuelle nous importons plus de pétrole que nous en vendons. Nous en exportons

toujours quelque 500,000 barils par jour, mais nous en importons près de 700,000. Nous sommes donc un pays importateur, mais pourtant ces ventes n'améliorent pas notre balance des paiements et la situation de nos échanges commerciaux.

Le ministre a affirmé que le succès commercial du Canada se comparait favorablement à ceux d'autres pays. Notre commerce avec l'extérieur a été bon l'an passé simplement parce que nous avons pu exporter nos matières premières, nos produits agricoles, notre pétrole, notre gaz, nos minerais et notre bois. Si nous n'avions pas eu de débouchés pour ces matières premières, nous aurions subi une grave récession économique. Nous avons pu exporter des matières brutes même en l'absence de politiques favorables de la part du gouvernement actuel. En fait, beaucoup des politiques adoptées par le gouvernement ont même nui à l'exportation de nos produits.

Le gouvernement doit créer une ambiance où les hommes d'affaires pourront avoir une certaine confiance que la situation demeurera stable l'an prochain, durant les six ou même trois prochains mois. Une telle confiance n'a pas été accordée au gouvernement depuis quelques années. Les hommes d'affaires sont devenus nerveux, hésitants et inquiets au sujet de leurs placements.

Le ministre a présenté un programme de lutte contre l'inflation qui devait bloquer les dividendes, mais la semaine suivante, il supprimait ce blocage. Il a proposé une taxe sur les profits découlant des exportations, mais d'une façon ou d'une autre à la suite de pourparlers, elle a été retirée. Les hommes d'affaires ne savent pas à quoi s'en tenir. Les Canadiens placent leurs économies aux États-Unis. Ce n'est pas une chose très rassurante. Ils sont forcés d'agir ainsi parce qu'ils n'ont nullement confiance dans les projets économiques du gouvernement.

Il incombe au gouvernement de créer un climat économique sain. C'est impossible si les politiques économiques se contredisent. On ne peut créer un climat favorable à la croissance et à la stabilité lorsque le gouvernement change d'idée tous les deux jours.

Le ministre des Finances a cité hors de leur contexte certains propos du député de York-Simcoe (M. Stevens). Il n'a qu'à regarder autour de lui au sein du cabinet pour voir dans quelles difficultés se trouve le monde des affaires au pays. Depuis deux ans, les politiques visant toute la question de l'énergie et du développement de l'énergie ont maintes fois changé de direction, et parfois même, elles ont été diamétralement opposées. Il en a été de même au sujet de la politique d'investissement à l'intérieur du Canada, et la situation est tellement mauvaise que l'ancien ministre des Finances s'est vu obligé de démissionner et de quitter le gouvernement. Cette nouvelle a dû abasourdir le monde des affaires—le fait qu'un ministre des Finances démissionne sans invoquer de raison, sans révéler les différends qu'il avait avec le cabinet.

● (1700)

Depuis ce temps-là, un autre ministre a donné sa démission et il y en a un troisième qui aurait dû le faire. Ces conditions ne contribuent pas à créer un climat de confiance ni à assurer le progrès et la stabilité de l'économie canadienne.

Hier il y a eu sérieux affrontement entre les syndicats et le gouvernement. Cela n'était pas de nature à faire régner la confiance et la stabilité parmi les syndicats ou les chefs d'entreprise. Ces derniers entrevoient une plus grande agitation à la suite de cet affrontement. Cet été, les syndicats vont s'évertuer à mettre fin à l'impasse dans laquelle le